

année politique suisse

DOKUMENTATION · ANALYSE · DIFFUSION

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête **10.04.2024**

Thème	Sans restriction
Mot-clés	Traités internationaux
Acteurs	Royaume-Uni
Type de processus	Sans restriction
Date	01.01.1965 – 01.01.2023

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Ammann, Amando
Barras, François
Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Hulliger, Caroline
Käppeli, Anita
Mach, André
Schnyder, Sébastien

Citations préférée

Ammann, Amando; Barras, François; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Hulliger, Caroline; Käppeli, Anita; Mach, André; Schnyder, Sébastien 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Traités internationaux, Royaume-Uni, 1992 – 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne.
www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 10.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique étrangère	1
Relations avec des organisations internationales	1
Relations avec d'autres Etats	1

Abréviations

EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
DBA	Doppelbesteuerungsabkommen
WTO	Welthandelsorganisation
APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
APK-NR	Aussenpolitische Kommission des Nationalrates
EU	Europäische Union
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
FZA	Personenfreizügigkeitsabkommen
EG	Europäische Gemeinschaft
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
BEPS	Base Erosion and Profit Shifting (Verminderung steuerlicher Bemessungsgrundlagen und das grenzüberschreitende Verschieben von Gewinnen durch multinationale Konzerne)
GATS	General Agreement on Trade in Services
<hr/>	
DFJP	Département fédéral de justice et police
CDI	Convention de double imposition
OMC	Organisation mondiale du commerce
CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CPE-CN	Commission de politique extérieure du Conseil national
UE	Union européenne
EEE	l'Espace économique européen
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
ALCP	Accord de libre circulation des personnes
CE	Communauté européenne
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
BEPS	Base Erosion and Profit Shifting (Erosion de la base d'imposition et transfert des bénéfices)
AGCS	Accord général sur le commerce des services

Chronique générale

Politique étrangère

Relations avec des organisations internationales

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 21.11.1992
ANDRÉ MACH

Au début de l'année, les participants au huitième cycle des négociations multilatérales (dites de l'Uruguay Round) ont accepté comme **base de discussion** le projet d'acte final présenté par la direction générale du GATT en décembre 1991. A cette occasion, il a été procédé à une modification des structures de négociation; le nombre de thèmes à débattre a ainsi été réduit à quatre. Le Conseil fédéral a fait savoir que le texte de compromis comportait selon lui de graves lacunes et des propositions excessives dans le domaine agricole.

Dans le courant de l'année, une cinquantaine des 108 Etats concernés, dont la Suisse, ont déposé leurs **offres de négociation**. Le volet agricole a représenté le principal point d'achoppement à la conclusion d'un accord. En 1992, les divergences entre les Etats-Unis et la CE sur ce dossier, en particulier sur la question des oléagineux, ont paralysé les négociations; certaines tensions sont apparues parmi les Etats membres de la CE, notamment entre la France, qui adopté une position ferme, et la Grande-Bretagne. A la fin de l'année, il semblait que les grandes lignes des désaccords entre les Etats-unis et la CE avaient pu être surmontées.¹

Relations avec d'autres Etats

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 29.04.1992
ANDRÉ MACH

Peu avant que l'Angleterre n'assume la présidence du Conseil des ministres de la CE, **le chef du DFJP s'est rendu à Londres pour s'entretenir avec le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères** sur le processus de ratification du traité de l'**EEE**; il a également eu une entrevue avec le ministre de l'intérieur, Kenneth Baker, au sujet du problème des réfugiés. Quelques semaines plus tard, Le premier ministre John Major, ainsi que plusieurs de ses ministres, ont reçu J.P. Delamuraz pour discuter de la candidature de la Suisse pour adhérer à la CE.²

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 17.11.1992
ANDRÉ MACH

Moins d'un mois avant la votation sur le traité de l'**EEE**, **R. Felber a été reçu dans la capitale française par le président François Mitterrand** pour s'entretenir sur le thème de la politique d'**intégration européenne** de la Suisse. Quelques jours après cette entrevue, le chef du DFAE s'est rendu en Angleterre pour rencontrer son homologue britannique, Douglas Hurd.³

AUTRE
DATE: 18.07.2000
FRANÇOIS BARRAS

En visite à Londres, **le président de la Confédération s'est longuement entretenu avec le premier ministre britannique Tony Blair**. Les discussions ont porté sur une ratification rapide des accords bilatéraux et sur la fin des mesures administratives contraignantes envers les citoyens et les entreprises suisses aux douanes anglaises, forcés de suivre les longs contrôles réservés aux non membres de l'UE. Le premier ministre britannique a intercéde favorablement aux demandes d'Adolf Ogi.⁴

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 17.12.2005
ELIE BURGOS

La Suisse et la Grande-Bretagne ont signé un **accord de réadmission** en fin d'année. Celui-ci prévoit la réadmission sans formalité de requérants d'asile d'Etats tiers, lorsqu'il est prouvé que ces personnes ont préalablement séjourné dans un Etat contractant ou transité par celui-ci. Il règle également le sort des ressortissants d'Etats tiers sans autorisation de séjour.⁵

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 26.06.2007
ELIE BURGOS

La Suisse et la Grande-Bretagne ont signé un protocole modifiant la **Convention contre la double imposition** des revenus entre les deux pays. Outre l'extension de l'échange de renseignements, la principale modification concerne le dégrèvement complet de l'impôt à la source des dividendes versés à une caisse de pension ou à une société détenant une participation importante dans la société qui verse les dividendes.⁶

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 02.12.2008
ELIE BURGOS

Au cours de l'année sous revue, le Conseil fédéral a présenté son message concernant un protocole modifiant la **Convention de double imposition** avec le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord. Les chambres ont adopté cet objet à l'unanimité et sans discussion.⁷

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 27.11.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

La Suisse a signé une **CDI** révisée avec la Grande-Bretagne prenant en compte les standards de l'OCDE.⁸

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 18.06.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le parlement a approuvé la **CDI** avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.⁹

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 25.08.2011
ANITA KÄPPELI

Die Schweiz und Grossbritannien legten im Berichtsjahr ihren Steuerstreit durch die **Paraphrasierung eines Steuerabkommens** vorläufig bei.¹⁰

RELATIONS INTERNATIONALES
DATE: 21.05.2015
CAROLINE HULLIGER

Le 19 mai, la **Suisse et Grenade ont signé** à Londres **un accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale**. L'accord devra d'abord être approuvé par le parlement avant d'entrer en vigueur.¹¹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 24.09.2018
AUDREY BOVEY

Le 24 septembre 2018, le Conseil des Etats a accepté à l'unanimité (42 voix pour et 1 abstention) le projet d'arrêté fédéral portant approbation de la **convention contre les doubles impositions entre la Suisse et la Zambie**. En conformité avec les standards internationaux établis par le Modèle OCDE, la nouvelle convention remplace l'accord contre les doubles impositions conclu en 1954 entre la Suisse, le Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, dont l'application avait été étendue à la Fédération de Rhodésie et Nyassaland (regroupement, sous tutelle britannique, d'anciennes colonies d'Afrique australe dont découle notamment la Zambie) en 1961. Le projet passe au Conseil national.¹²

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 06.12.2018
AUDREY BOVEY

Au mois de décembre 2018, le Conseil national s'est exprimé en faveur du projet d'arrêté fédéral portant approbation d'un **protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni** (149 voix pour, 30 contre et 7 abstentions). Le protocole de modification bilatéral adjoint à la CDI-GB certaines mesures relatives aux conventions fiscales développées dans le cadre du projet BEPS.¹³

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 06.03.2019
AUDREY BOVEY

Au mois de mars 2019, le Conseil des Etats a suivi l'avis de la chambre basse en s'exprimant à l'unanimité en faveur du **protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Royaume-Uni**. Le projet a en définitive été adopté à l'occasion du vote final du 22 mars 2019.¹⁴

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 30.06.2021
AMANDO AMMANN

Im Juni 2021 veröffentlichte der Bundesrat die Botschaft zum **Abkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich über die Mobilität von Dienstleistungserbringenden**. Nach dem Wegfall des FZA zwischen den beiden Staaten Ende 2020 aufgrund des Brexit sollte das neue Abkommen den gegenseitigen Marktzugang für Dienstleistungserbringende gewährleisten. Das bereits im Vorjahr abgeschlossene Abkommen zu den erworbenen Rechten der Bürgerinnen und Bürger gelte im Dienstleistungsbereich nur für Verträge, die vor 2020 abgeschlossen worden seien, erklärte der Bundesrat in seiner Botschaft. Das neue «Services Mobility Agreement» sorge für eine nahtlose Weiterführung der seither abgeschlossenen Verträge und werde bereits seit dem 1. Januar 2021 provisorisch angewendet. Konkret sehe das Abkommen die Fortführung des bereits bekannten Meldeverfahrens für britische Dienstleistungserbringende bis 90 Tage pro Jahr vor. Auch die in der Schweiz geltenden Lohn- und Arbeitsbedingungen und Bestimmungen zur sozialen Sicherheit würden in diesen Fällen weiterhin eingehalten – die sogenannten «flankierenden Massnahmen». Das Vereinigte Königreich garantiere im Gegenzug

Marktzugangsverpflichtungen in mehr als 30 Dienstleistungssektoren, eine deutliche Ausweitung gegenüber den elf Sektoren, welche im GATS-Abkommen der WTO enthalten seien, erläuterte der Bundesrat. Des Weiteren entbinde das Abkommen Schweizer Dienstleistende von einer wirtschaftlichen Bedarfsprüfung und einem englischen Sprachnachweis und erlaube eine Aufenthaltsdauer von 12 Monaten innerhalb einer Zeitspanne von zwei Jahren. Zudem sei es der Schweiz gelungen, das Zugeständnis zu erwirken, dass auch gebietsansässige Ausländerinnen und Ausländer – ohne Schweizer Staatsangehörigkeit – von diesen Marktzugängen profitieren können. Der Bundesrat gab bekannt, dass das Abkommen auf zwei Jahre befristet werden solle, wobei eine gemeinsam beschlossene Verlängerung im Raum stehe. Die Befristung erlaube eine Neubeurteilung der Lage, sobald erste Erfahrungen mit dem neuen Immigrationssystem des Vereinigten Königreichs vorliegen. In der Vernehmlassung hätten sich alle befragten Parteien generell positiv zum Abschluss des Abkommens geäusser. ¹⁵

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 15.12.2021
AMANDO AMMANN

In der Wintersession 2021 befasste sich der Ständerat mit dem **Abkommen zwischen der Schweiz und dem Vereinigten Königreich über die Mobilität von Dienstleistungserbringenden**. APK-SR-Sprecher Müller (fdp, LU) hob die wirtschaftliche Bedeutung des erleichterten Marktzugangs für Schweizer Dienstleistungsanbietende hervor, der sicherstelle, dass Schweizer Dienstleistungserbringende nicht gegenüber Konkurrenten aus anderen Staaten benachteiligt würden. Er wies auch darauf hin, dass das Abkommen bereits seit Anfang 2021 vorläufig angewendet werde. Bundesrat Parmelin betonte, dass das Abkommen nur kurze berufliche Aufenthalte regle und nichts mit Arbeitsmigration zu tun habe. Somit würden die flankierenden Massnahmen weiterhin auf britische Dienstleistungserbringende, die in die Schweiz kommen wollen, angewendet. Im Moment sei der erleichterte Zugang auf Personen mit akademischen oder gleichwertigen Qualifikationen beschränkt, jedoch habe sich das Vereinigte Königreich schriftlich dazu verpflichtet, die Anerkennung von Schweizer Berufsbildungsabschlüssen zu prüfen. Da auch die Vernehmlassung im Frühling gemäss Bundesrat ausschliesslich positive Rückmeldungen ergeben hatte, herrschte in der kleinen Kammer kein Diskussionsbedarf. Die Standeskammer nahm die Vorlage einstimmig an. ¹⁶

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 18.03.2022
AMANDO AMMANN

In der Frühjahrssession 2022 wurde das **Abkommen mit dem Vereinigten Königreich über die Mobilität von Dienstleistungserbringenden im Nationalrat** beraten. APK-NR-Sprecherin Elisabeth Schneider-Schneiter (mitte, BL) erklärte, dass die Aussenpolitischen Kommissionen beider Räte im Dezember 2020 der vorläufigen Anwendung des Abkommens zugestimmt hätten. Dieses werde seit Anfang 2021 umgesetzt und garantire trotz der fehlenden Personenfreizügigkeit einen möglichst weitgehenden gegenseitigen Marktzugang für Dienstleistungserbringende unter Einhaltung der flankierenden Massnahmen. Schneider-Schneiter bemängelte im Namen ihrer Kommission, dass das derzeitige Abkommen nur Personen mit Qualifikationen auf universitärem Niveau abdecke und damit die Schweizer Berufsbildung unzureichend berücksichtige. Sie merkte aber zufrieden an, dass der Bundesrat versprochen habe, diesbezüglich weitere Verhandlungen führen zu wollen. Der anwesende Bundesrat Parmelin teilte der grossen Kammer mit, dass sich das Vereinigte Königreich dazu bereit erklärt habe, die Anerkennung von Berufsbildungsabschlüssen zu prüfen. Diplome der höheren Fachschulen würden zudem bereits anerkannt. Die Konsultation der Sozialpartner und Kantone habe überdies eine einstimmige Befürwortung des Abkommens ergeben, insbesondere weil dessen Befristung eine Bestandsaufnahme vor einer allfälligen Verlängerung erlaube. Der Nationalrat nahm das Abkommen einstimmig an.

Auch in den **Schlussabstimmungen** ergaben sich in beiden Räten einstimmige Resultate, die zur Annahme des Entwurfs führten. ¹⁷

1) FF, I, 1993, p.348ss.; Presse des 11.1., 14.1., 16.1. (reprise des négociations et prise de position du CF) et 2.4.92 (offre suisse); NZZ et JdG, 21.11.92.

2) Presse des 21.2., 22.2. (A. Koller) et 29.4.92 (J.P. Delamuraz).

3) Presse des 14.11. et 17.11.92.

4) LT, 18.7.00

5) QJ, 17.12.05.

6) Communiqué de presse du CF, 26.6.07.

7) FF, 2008, p. 6973 ss.; BO CE, 2008, p. 855 ss.; BO CN, 2008, p. 1856.

8) LT, 16.7 et 8.9.09.

9) BO CE, 2010, p. 271 ss., 285 et 752; BO CN, 2010, p. 885 ss., 903 ss., 911 s. et 1162.

10) Presse vom 25.8.11.

- 11) Communiqué du DFF du 21.05.2015
- 12) BO CE, 2018, p. 734 ss. ; BO CE, 2018, p. 735 ; FF, 2018, p. 2749 ss.
- 13) BO CN, 2018, p. 2006 ss. ; BO CN, 2018, p. 2012
- 14) BO CE, 2019, p. 240 ; BO CE, 2019, p. 46 ss.; BO CE, 2019, p. 47; BO CN, 2019, p. 621
- 15) BBI, 20211775
- 16) AB SR, 2021, S. 1387 f.
- 17) AB NR, 2022, S. 221f.; AB NR, 2022, S. 222 f.; AB NR, 2022, S. 624; AB SR, 2022, S. 251